

**BUREAU METROPOLITAIN DU  
LUNDI 15 MAI 2023**

**NOMBRE D'ELUS  
METROPOLITAINS  
EN EXERCICE : 17**

**QUORUM : 9**

PRESENTS	REPRESENTES	ABSENTS
16	0	1

**OBJET DE LA DECISION**

**N° 23/196**

**CONVENTION D'OCCUPATION  
TEMPORAIRE A DES FINS  
D'USAGE APICOLE - SITE DE  
LA COLLE NOIRE ET BOIS DE  
COURBEBASSE, SITUES  
SUR LES COMMUNES DE  
CARQUEIRANNE ET DU  
PRADET - AUTORISATION DE  
SIGNATURE**

Le Bureau Métropolitain de la Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE régulièrement convoqué, a été assemblé sous la présidence de Monsieur Jean-Pierre GIRAN.

**PRESENTS :**

M. Thierry ALBERTINI, Mme Hélène ARNAUD-BILL, M. Robert BENEVENTI, Mme Nathalie BICAIS, M. Robert CAVANNA, M. Jean-Pierre GIRAN, M. Arnaud LATIL, Mme Geneviève LEVY, M. Cheikh MANSOUR, Mme Josée MASSI, M. Jean-Louis MASSON, M. Ange MUSSO, M. Francis ROUX, M. Hervé STASSINOS, M. Jean-Sébastien VIALATTE, M. Gilles VINCENT.

**ABSENT :**

M. Christian SIMON.

## **DÉCISION MÉTROPOLITAINE**

**N° 23/196**

**BUREAU DU 15 MAI 2023**

**O B J E T : CONVENTION D'OCCUPATION TEMPORAIRE A DES  
FINS D'USAGE APICOLE - SITE DE LA COLLE NOIRE  
ET BOIS DE COURBEBAISSSE, SITUES SUR LES  
COMMUNES DE CARQUEIRANNE ET DU PRADET -  
AUTORISATION DE SIGNATURE**

**LE BUREAU MÉTROPOLITAIN,**

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales,

**VU** le décret n°2017-1758 en date du 26 décembre 2017 portant création de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

**VU** la délibération n°23/05/078 du 4 mai 2023 portant délégations au Président et au Bureau,

**VU** la décision du Bureau Communautaire n°16/528 du 04 juillet 2016 portant convention d'occupation temporaire aux fins d'usage apicole sur le site de la Colle Noire / Cap Garonne et son avenant N°1 permettant d'étendre cette activité apicole au jardin de Courbebaisse signé le 02 mars 2020,

**VU** la décision n°20/357 du Bureau Métropolitain du 31 août 2020 approuvant la convention de gestion du domaine terrestre et maritime du Conservatoire du littoral, incluant les sites de Cap Garonne / Colle Noire et de Courbebaisse, signée le 28 septembre 2020,

**VU** le projet de convention ci-annexé, détaillant les modalités et les conditions d'occupation temporaire des terrains et locaux mis à disposition du rucher pédagogique, sur les sites de la Colle Noire et des Bois de Courbebaisse,

**CONSIDERANT** l'arrivée à terme, le 08 septembre 2022, de la précédente convention établie en 2016,

**CONSIDERANT** la demande du rucher pédagogique de reconduire son activité apicole de formation et d'éducation à l'environnement sur les sites de la Colle Noire et des Bois de Courbebaisse,

**CONSIDERANT** l'intérêt pour la Métropole Toulon Provence Méditerranée et le Conservatoire du littoral de disposer d'une activité pédagogique liée aux plantes mellifères permettant la sensibilisation des scolaires et des adultes au métier de l'apiculture et à la biodiversité en général,

**CONSIDERANT** l'avis favorable du Conservatoire du littoral et de la Métropole Toulon Provence Méditerranée, pour le maintien de cette activité sur les sites susnommés,

Et après en avoir délibéré,

## **D E C I D E**

### **ARTICLE 1**

**D'AUTORISER** Monsieur le Président à signer la convention d'Autorisation d'Occupation Temporaire à des fins d'usage apicole sur les sites de la Colle Noire et des Bois de Courbebaisse.

## **ARTICLE 2**

**DE DIRE** que cette convention est consentie et acceptée pour une durée de 6 ans, moyennant le versement d'une redevance annuelle de 300 € TTC, correspondant à une participation aux frais de fonctionnement des locaux.

## **ARTICLE 3**

**DE DIRE** que les recettes seront imputées au Budget Principal 2023 (et suivants), article 70723, opération 23135.

Ainsi fait et délibéré les jours, ou mois et ans que dessus.  
Pour extrait certifié conforme au registre.

Fait à Toulon, le 15 mai 2023

Jean-Pierre GIRAN

Président de la Métropole  
Toulon Provence Méditerranée



POUR	16
CONTRE	0
ABSTENTION	0

**CONVENTION D'OCCUPATION TEMPORAIRE  
A DES FINS D'USAGE APICOLE  
Sites de la Colle Noire N° 83-343 et Bois de  
Courbebaisse N° 83-66  
situés sur les communes de Carqueiranne et du  
Pradet**

N° SICLAD :

Vu les articles L. 322-1 à L. 322-13 du code de l'environnement et les articles réglementaires d'application correspondants,

Vu les articles L.2122-1 à L.2122-3, L.2122-9 à L.2122-12, L.2122-14 et les articles R.2122-1 et suivants du code général de la propriété des personnes publiques,

Vu la délibération du conseil d'administration du Conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres en date du 10 juillet 2014 approuvant la convention type d'occupation temporaire d'un bâtiment,

Vu le plan de gestion de la Colle Noire de juillet 2012, prorogé par délibération du 2 mai 2016, et celui du Bois de Courbebaisse de 2009

Vu la convention confiant à la Métropole Toulon Provence Méditerranée la gestion du domaine terrestre et maritime du Conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres, en date du 28/09/2020 et pour une durée de 6 années,

ENTRE :

Le Conservatoire de l'Espace Littoral et des Rivages Lacustres, établissement public de l'Etat à caractère administratif, créé par la loi N°75-062 du 10 juillet 1975, dont le siège est à Rochefort-sur-mer, Corderie Royale, rue Jean-Baptiste Audebert, BP 10137, 17306 Rochefort Cedex, représenté par Madame Agnès VINCE, directrice et ci-après désigné par « **le Conservatoire du Littoral** »,

ET :

La Métropole Toulon Méditerranée, représentée par son Président, et dont le siège est à l'hôtel de la Métropole au 107 Boulevard Henri Fabre, CS 30 536, 83041 Toulon Cedex, et agissant en cette qualité pour et au nom de la Métropole en application de la décision métropolitaine....., gestionnaire du bien désigné ci-après par convention en date du 12 juin 2007, ci-après dénommé « **le gestionnaire** »

**D'une part,**

ET,

L'Association du rucher pédagogique, représentée par son Président, M. Jean Pierre BARGIEL demeurant 513 route de la Salvatte, 83200 Le Revest Les Eaux, ci-après dénommé « **l'Usager** »

## **PREAMBULE**

Le Conservatoire du littoral est un établissement public administratif de l'Etat, créé par la loi n°75-602 du 10 juillet 1975, destiné à mener une politique foncière de sauvegarde de l'espace littoral, de respect des sites naturels et de l'équilibre écologique (code de l'environnement, art. L. 322-1).

L'article L. 322-9 du code de l'environnement dispose que « Le Conservatoire du littoral et le gestionnaire peuvent autoriser par voie de convention un usage temporaire et spécifique des immeubles dès lors que cet usage est compatible avec la mission poursuivie par le Conservatoire du littoral, telle que définie à l'article L. 322-1 du présent code.

Les parcelles décrites à l'article 1 font partie du domaine public du Conservatoire du littoral, qui *« dans la limite de la vocation et de la fragilité de chaque espace, est ouvert au public »*. En conséquence, cette autorisation d'occupation a la forme juridique d'un contrat administratif non assimilable à un bail rural, notamment en ce qui concerne les dispositions des articles L. 411-1 et suivants du code rural relatifs au statut du fermage qui ne peuvent trouver ici application. Cette autorisation ne vaut pas attribution d'un droit réel au profit de l'Usager.

Le Rucher Pédagogique du Pradet, représenté par son président, M. Jean Pierre BARGIEL, a sollicité le Conservatoire du littoral pour renouveler l'occupation dont il disposait sur les sites de la Colle Noire (terrains et bâtiment dit de l'écomusée ) et du bois de Courbebaisse (terrains délimités, comprenant la restanque des plantes mellifères et le bâtiment dit « Pavillon Mauresque, abri de jardin » ) désignés à l'article 1 au motif suivant « poursuite des activités du rucher de loisirs et du rucher pédagogique ». Ces espaces et locaux étaient préalablement occupés par son association dans le cadre de la précédente convention.

Compte tenu de l'intérêt pour le Conservatoire du littoral de permettre une activité pédagogique liée aux plantes mellifères permettant la sensibilisation des scolaires et des adultes à l'apiculture durable, pollinisateurs sauvages et à la biodiversité en général, et compte tenu de l'avis favorable exprimé par le gestionnaire, il a été décidé de renouveler cette autorisation d'occupation

## **ORIENTATION DE GESTION DU SITE**

Les parcelles objet de la présente autorisation sont incluses dans les sites du massif de la Colle Noire et du bois de Courbebaisse (partie Jardin) qui ont fait l'objet d'un plan de gestion définissant les principales orientations de gestion visant la préservation et la restauration des milieux naturels notamment les ensembles de cortèges botaniques et la biodiversité ordinaire du monde des insectes. Plus largement, il prévoit la préservation d'habitats naturels protégés au titre des réglementations européenne (Directive habitats-Faune-Flore) et nationales (loi sur la protection de la nature).



## **ENGAGEMENTS**

### **Article 1 - Désignation des biens**

Les bâtiments appartenant au Conservatoire du littoral, objet de la présente autorisation, sont ceux désignées dans les tableaux ci-dessous :

Commune	Section	Numéro	Appellation du bâtiment	Surface au sol du local apicole	Utilisation	Usage autorisé
Carqueiranne	BS	2	Forge-Ecomusée code Siclad 2499	60 m <sup>2</sup>	Salle réunion + abri annexe pour stockage du matériel apicole	Activités pédagogiques et de formation apiculture durable
Le Pradet	AP	214	Pavillon Mauresque code Siclad 1367	22,5 m <sup>2</sup>	Salle de formation Accueil du public et des scolaires	Activités pédagogiques apiculture durable

Les parcelles appartenant au Conservatoire du littoral, objet de la présente autorisation, sont ceux désignées dans les tableaux ci-dessous :

Commune	Section	Numéro	Surface utilisée pour des ruches	Nombre de ruches	Usage autorisé
Carqueiranne	BS	4	Environ 140 m <sup>2</sup>	14 ruches*	Apiculture pour rucher école
Le Pradet	AP	214	Environ 590 m <sup>2</sup> de restanque, dont 50 m <sup>2</sup> pour les ruches	5 ruches*	Apiculture et accueil du public et des scolaires en plein air

Telles que ces parcelles existent et se comportent, l'Usager déclare bien les connaître pour les avoir vues et visitées.

Les surfaces utilisées à des fins apicoles (locaux et espaces environnants) représentent une contenance totale de 200 m<sup>2</sup> pour le rucher de loisir à Carqueiranne et, 612,5 m<sup>2</sup> pour le rucher pédagogique au Pradet, sans garantie de la contenance indiquée, toute différence en plus ou en moins, excédât-elle un vingtième, faisant le profit ou la perte de l'Usager.



## **Article 2 - Durée et terme de la convention d'occupation temporaire**

La présente convention est consentie et acceptée pour une durée de 6 années entières et consécutives qui commenceront à courir à la date de signature.

Elle n'est pas renouvelable par tacite reconduction.

Toutefois, pour le renouvellement de cette convention d'occupation à l'échéance, une demande de l'association sera adressée par lettre recommandée avec AR, au Conservatoire du littoral et/ou au gestionnaire 6 mois au moins avant le terme de la convention.

## **Article 3 - Cahier des charges**

Comme condition essentielle des présentes, le Conservatoire du littoral impose à l'Usager, qui accepte, le cahier des charges ci-annexé et faisant partie intégrante de la présente convention.

## **Article 4 - Charges et conditions générales**

La présente convention est consentie par le Conservatoire du littoral et le gestionnaire, et acceptée par l'Usager sous les charges et conditions générales suivantes à la charge de l'Usager qui s'y oblige, à savoir :

### ***4.1. Etat des lieux initial***

L'Usager prend possession des biens loués dans l'état où ils se trouvent le jour de l'entrée en jouissance, sans recours contre le Conservatoire du littoral, ni le Gestionnaire pour quelque cause que ce soit. Un état des lieux, à la charge financière du Conservatoire du littoral [et/ou du Gestionnaire], pourra être établi contradictoirement dans le mois précédent l'entrée en jouissance.

### ***4.2. Conditions générales d'usage***

L'Usager reconnaît pouvoir prendre connaissance de la convention de gestion liant le Conservatoire du littoral et le Gestionnaire.

L'Usager exploitera les biens en producteur soucieux d'une gestion durable, en respectant les bonnes pratiques en matière de gestion des milieux naturels. Il s'engage à ne commettre aucune dégradation.

Il s'opposera à tout empiètement ou à toute usurpation et avertira le Conservatoire du littoral et le Gestionnaire de tout ce qui pourra s'y produire dans le meilleur délai possible.

### ***4.3. Activités agricoles ou pastorales dérivées***

Toute exploitation commerciale qui ne serait pas expressément agréée par le Conservatoire du littoral donnera lieu à la résiliation de la présente convention sans délai et sans indemnité de quelque nature que ce soit.

### ***4.4. Chasse***

La présente convention n'emporte pas pour l'Usager l'autorisation de chasser sur les biens loués.

### ***4.5. Assurance***

En sa qualité d'occupant non-propriétaire, l'Usager s'assure contre tous les risques inhérents à son activité. L'Usager est seul responsable des dommages causés aux tiers du fait de son activité. Il tient à disposition du Conservatoire du littoral et du Gestionnaire l'attestation d'assurance correspondante, mentionnant les terrains et locaux assurés.

### ***4.6. Entretien du jardin***

Le Gestionnaire assurera la gestion et l'entretien paysager de la restanque mise à disposition de l'Usager.





#### **4.7. Visites**

L'occupant devra organiser au minimum 10 visites par an à titre gracieux. Un calendrier prévisionnel sera fixé en début d'année et soumis à la validation du gestionnaire

#### **Article 5 - Travaux d'aménagement - Accès du public**

Le Conservatoire du littoral pourra procéder, à ses frais, à divers travaux de réhabilitation ou de grosses réparations, soit liés directement à la conservation ou à l'aménagement du site (hydraulique, murs, talus, plantations, etc.), soit en vue de l'ouverture au public sous forme d'itinéraires de promenade ou de randonnée, sans que cela nuise à l'usage normal des parcelles.

#### **Article 6 - Contrôles - Suivi scientifique et de gestion**

Le Conservatoire du littoral et le Gestionnaire se réservent, pour eux-mêmes et leur personnel ou pour toute autre personne physique ou morale mandatée par eux, le libre accès aux biens objet de la présente convention d'occupation, afin de pouvoir procéder à tout contrôle de l'application des présentes stipulations et du cahier des charges, et le droit d'y engager ou d'y poursuivre, dans le respect de l'activité de l'Usager, toutes études scientifiques liées à la préservation du site, notamment à l'évaluation de l'impact des pratiques apicoles sur l'équilibre écologique. A cet effet, le Conservatoire du littoral notifiera à l'Usager l'identité des personnes le représentant et, chargées du suivi scientifique et des contrôles.

#### **Article 7 - Cession – Sous-location**

Toute cession ou sous-location, totale ou partielle et sous quelque forme que ce soit est interdite à l'Usager.

#### **Article 8 - Conditions financières**

Considérant l'utilité publique des actions pédagogique, l'association « usager » devra s'acquitter d'une redevance annuelle d'un montant de **300 €** (trois cents euros) correspondant à une participation aux frais de fonctionnement des locaux (abonnements, fluides, entretien des parcelles, etc...).

#### **Article 9 - Résiliation**

##### **9.1 *Résiliation par l'Usager***

L'Usager peut, par anticipation sur le terme prévu, résilier la présente convention d'occupation par lettre recommandée avec accusé de réception envoyée au Conservatoire du littoral. La convention prendra fin à l'issue de l'année. Les parcelles seront alors réputées libres de toute occupation. L'Usager ne pourra prétendre à aucune indemnité de quelque nature que ce soit.

##### **9.2 *Résiliation par le Conservatoire du littoral***

La présente procédure est réservée aux conventions d'occupation accordée pour une durée de 4 ans et plus.

##### **9.2.1 Litiges**

En cas de non-respect de la convention et de son cahier des charges, l'Usager fera l'objet d'une mise en demeure par le Conservatoire du littoral par lettre recommandée avec avis de réception, l'Usager disposant alors d'un délai de trente jours, au minimum, pour se mettre en conformité avec ses obligations.



### 9.2.2 Procédure de conciliation

Si le litige persiste, avant toute action de résiliation par le Conservatoire du littoral ou toute action judiciaire, la partie la plus diligente saisit une commission de conciliation composée à parité, d'une part, de représentants du Conservatoire et du Gestionnaire et, d'autre part, et des personnes conseillant l'Usager.

La commission de conciliation établit un procès-verbal à l'issue d'une réunion des parties, présentant :

- la situation des parcelles, objets du litige ;
- la position de chacune des parties vis-à-vis du litige ;
- les modalités de règlement amiable du litige ou l'absence d'accord sur le règlement du litige.

Dans le cas où l'Usager refuserait, expressément ou par son abstention, la procédure de tentative de conciliation, en cas d'échec de la tentative de conciliation par devant ladite commission ou en cas de non respect des modalités de règlement adoptées devant celle-ci, le Conservatoire du littoral pourra résilier la présente convention d'autorisation.

La commission de conciliation peut, de même, être saisie par les parties dans les cas suivants :

- Refus par le Conservatoire du littoral d'une mise à disposition des parcelles à une société par le titulaire de la convention ;
- Désaccord sur les modalités d'un projet d'avenant au cahier des charges.

### 9.2.3 Notification de la résiliation

A l'issue des procédures de mise en demeure et de tentative de conciliation prévue au § 9.2 du présent article, le Conservatoire du littoral notifie à l'Usager la résiliation de l'autorisation par lettre recommandée avec accusé de réception. Le délai pour libérer les parcelles conventionnées est indiqué dans cette notification.

La résiliation n'ouvre droit à aucune indemnité de quelque nature que ce soit au bénéfice de l'Usager.

## **Article 10 - Déclarations relatives au statut de chef d'exploitation**

L'Usager déclare que, compte tenu de sa situation personnelle, il ne relève pas du statut de chef d'exploitation agricole au sens de la MSA et que les parcelles occupées ne sont pas intégrées dans la Surface Agricole Utile de l'exploitation et ne font l'objet d'aucune déclaration ou demande d'aide au titre des indemnités liées au régime de la Politique Agricole Commune.



## **Article 11 - Compétence juridictionnelle**

Par application de l'article L. 2331-1 du code général de la propriété des personnes publiques, les litiges relatifs à la présente convention d'occupation temporaire sont portés devant le tribunal administratif territorialement compétent à savoir TOULON

\*       \*

\*

Fait et rédigé sur 13 pages (7 pages pour le corps principal de l'autorisation, 7 pages d'annexes) en 4 exemplaires originaux, dont un pour l'Usager.

A Rochefort, le

**L'Usager**

**Le Gestionnaire**

**Le Conservatoire du littoral**

L'association du Rucher  
Pédagogique représentée par  
son président

Le Président de la Métropole  
Toulon-Provence  
Méditerranée,

La Directrice du  
Conservatoire du Littoral

M .Jean Pierre BARGIEL

.....

Mme Agnès VINCE

Suivent deux annexes :

Annexe I : cartographie des parcelles citées dans la convention

Annexe II : cahier des charges



## ANNEXE I

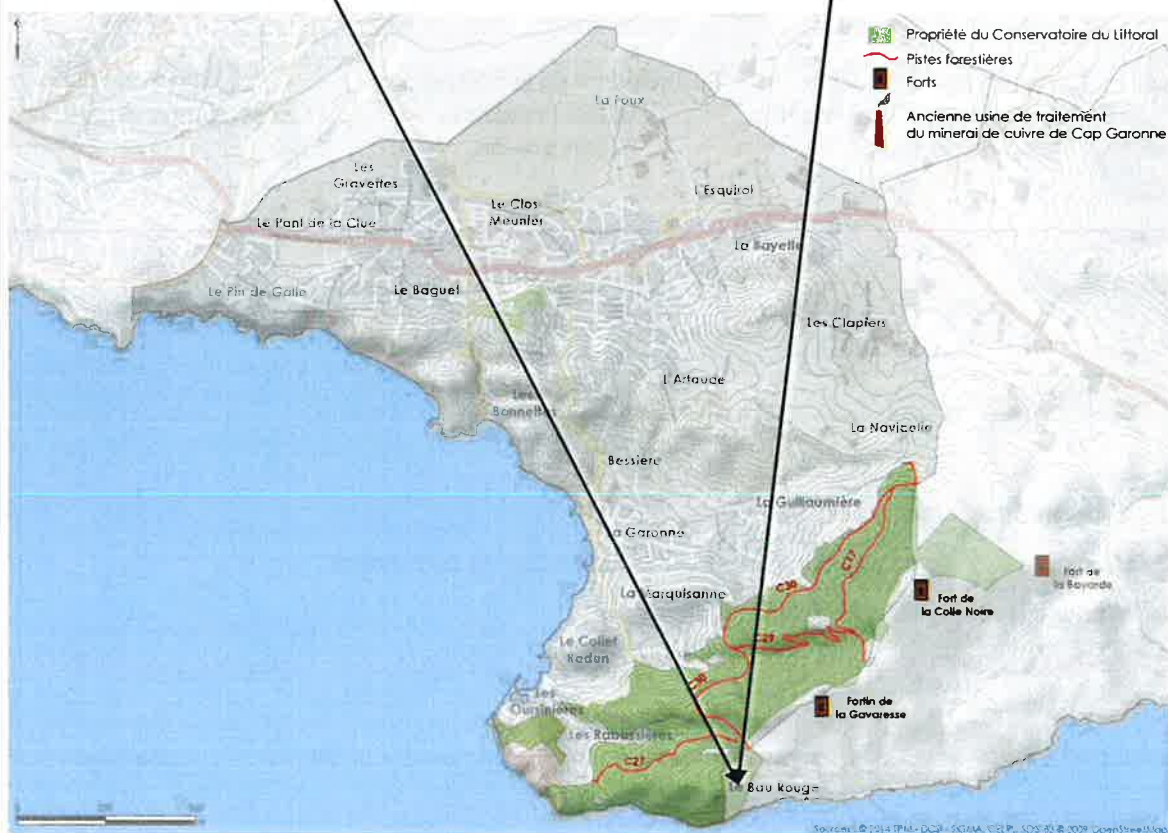
### CARTOGRAPHIE DES PARCELLES CITEES DANS LA CONVENTION



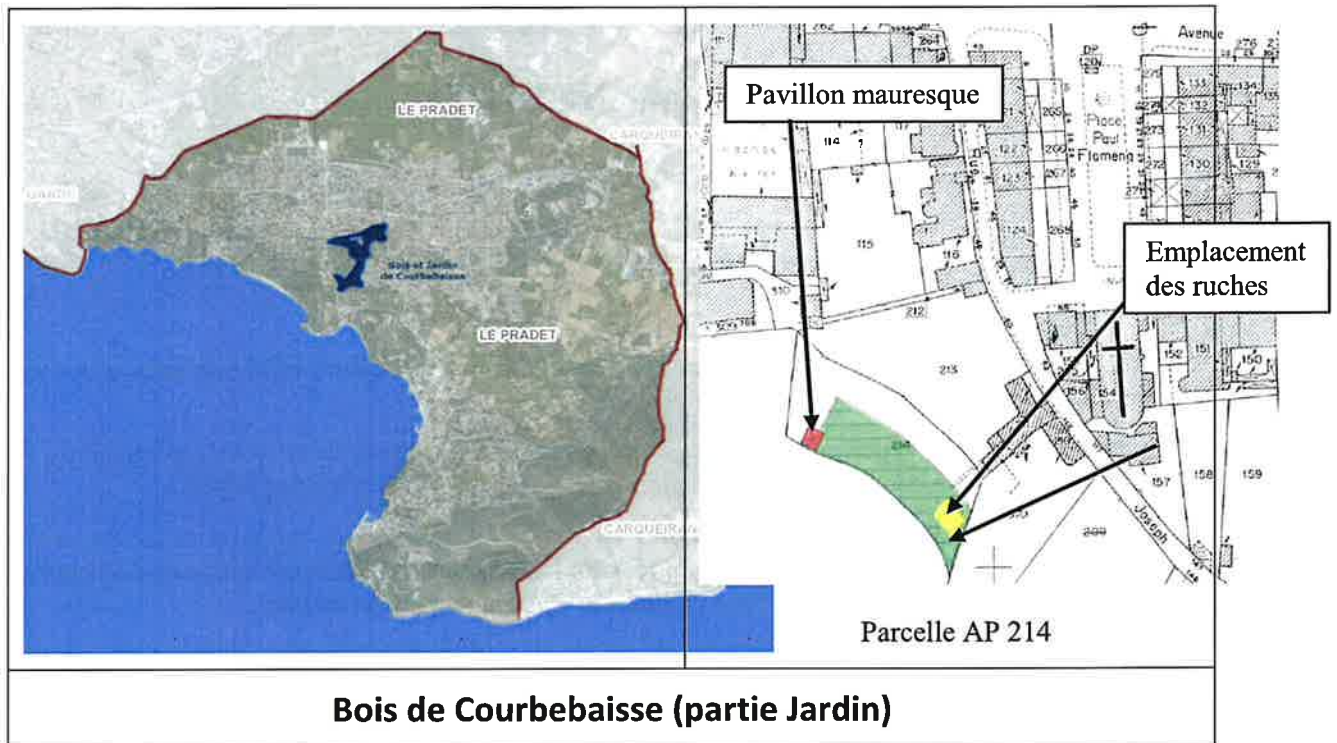
Parcelle BS2 (Local apicole)



Parcelle BS4 (Espaces des ruches)



Massif de la Colle Noire



## ANNEXE II

---

### CAHIER DES CHARGES APICULTURE

Le présent cahier des charges, annoncé à l'article 3, comprend quatre rubriques principales et une rubrique sur le suivi.

La première partie appelée « *Socle minimal* » comprend les dispositions qui s'appliquent de façon générale à toute la convention d'occupation temporaire à des fins d'usage pastoral.

Les autres parties, intitulées « *Contraintes locales* », « *Conserver le milieu et la biodiversité* » et « *Préserver la qualité paysagère* », comprennent les dispositions dont sont convenues les parties en fonction des parcelles louées, de leur contexte et du plan de gestion du site.

La non application par l'Usager de ce cahier des charges déclenche la mise en œuvre des dispositions prévues à l'article 9 de la convention d'occupation des fins d'usage pastoral pouvant conduire à la résiliation de la présente.

#### OBJECTIFS ENVIRONNEMENTAUX

Les objectifs du présent cahier des charges sont notamment de développer une apiculture raisonnée respectueuse de l'environnement et économiquement viable, de promouvoir les techniques apicoles privilégiant les méthodes limitant les risques parasitaires et favorisant les mécanismes naturels de régulation des prédateurs, de conserver et favoriser la biodiversité, de minimiser les pollutions.

Par conséquent, le Conservatoire incite les apiculteurs à appliquer les pratiques de type agri - environnementale sans préjuger des réglementations générales existantes tant au niveau apicole que de la protection de l'environnement.

Les préconisations de gestion doivent permettre d'assurer une gestion durable en veillant par de bonnes pratiques apicole à :

- la préservation de la flore naturelle et de sa diversité par la pollinisation des fleurs et la production de graines d'origine sauvage et locale ;
- maintenir un équilibre complexe entre les pollinisateurs sauvages et l'abeille domestique ;
- l'amélioration des pratiques de pollinisation et de collecte des produits miellés ;
- la non utilisation des produits pesticides.

Le label Agriculture biologique n'est pas obligatoire mais son obtention est fortement recommandée.

### **PARCELLES CONCERNEES**

Le Conservatoire met à disposition des bâtiments et des terrains sur les parcelles suivantes afin de renouveler la convention d'occupation temporaire du rucher pédagogique sur le site de la Colle Noire (secteur du Cap Garonne) sur la Commune de Carqueiranne) et dans le bois de Courbebaisse zone jardin sur la Commune du Pradet :

Commune	Section	Numéro	Appellation du bâtiment	Surface au sol du local apicole	Utilisation	Usage autorisé
Carqueiranne	BS	2	Forge-Ecomusée code Siclad 2499	60 m <sup>2</sup>	Salle réunion + abri annexe pour stockage du matériel apicole	Activités pédagogiques et de formation apiculture durable
Le Pradet	AP	214	Pavillon Mauresque code Siclad 1367	22,5 m <sup>2</sup>	Salle de formation Accueil du public et des scolaires	Activités pédagogiques apiculture durable

Les parcelles appartenant au Conservatoire du littoral, objet de la présente autorisation, sont ceux désignées dans les tableaux ci-dessous :

Commune	Section	Numéro	Surface utilisée pour des ruches	Nombre de ruches	Usage autorisé
Carqueiranne	BS	4	Environ 140 m <sup>2</sup>	14 ruches*	Apiculture pour rucher école
Le Pradet	AP	214	Environ 590 m <sup>2</sup> de restanque, dont 50 m <sup>2</sup> pour les ruches	5 ruches*	Apiculture et accueil du public et des scolaires en plein air

\*L'association « usager » devra respecter le nombre de ruches déclarées, toutefois en cas d'apparition de maladies la création d'un rucher de quarantaine est autorisée, après accord avec le Conservatoire et le gestionnaire, pour isoler les ruches atteintes de toute maladie. Son effectif ne devra pas dépasser 20 % de l'effectif moyen du cheptel calculé sur une moyenne de deux ans.

Ce rucher d'isolement est fixé et déclaré en tant que tel à la D.S.V. Les ruches séjournant dans un rucher d'isolement seront identifiées individuellement par un numéro d'identification particulier pendant deux ans.

#### **Socle minimal**

***Sur les biens loués, l'apiculteur devra s'obliger à mettre en œuvre :***



- déclarer l'installation des ruches à la Direction des Services vétérinaires du département ;
- apposer son immatriculation de façon visible sur les ruches ;
- tenir un registre d'élevage à disposition du Conservatoire et du gestionnaire, enregistrant :
  - o la nature des médicaments
  - o les ruchers concernés par les traitements et les quantités administrées par ruche
  - o les dates et période de traitement
  - o les principales manipulations et les travaux d'entretien réalisés ;
- n'utiliser que des colonies dans un état sanitaire correct exempt de parasites ;
- appliquer aux animaux la prophylaxie réglementaire et mettre en œuvre toute nouvelle mesure qui serait établie dans le cadre du règlement sanitaire départemental et de suivre les prescriptions du groupement de défense sanitaire apicole ;
- demander un suivi sanitaire à la direction des services vétérinaires du Département ou au groupement de défense sanitaire apicole du département ;
- conserver la nature des parcelles et exercer exclusivement l'usage prévu par l'article 2 de la présente autorisation conventionnelle d'usage ;
- disposer des certificats réglementaires ;
- planter les ruches en veillant au respect des réglementations en vigueur concernant les distances minimales entre les ruches et un chemin, un accès ouverts au public, une habitation, etc ;
- prendre toutes les assurances nécessaires concernant les ruches, son activité et la prévention des tiers afin que ni le Conservatoire, ni le gestionnaire ne puissent être inquiétés ;
- respecter la qualité paysagère des lieux ;
- signaler par un panneau la présence de ruches et les dangers associés (la nature du panneau et son implantation sera arrêtée en accord avec le gestionnaire et /ou le représentant du Conservatoire) ;
- prévenir les risques d'incendie en plaçant une réserve d'eau en quantité suffisante à proximité des ruches lors des interventions sur le rucher ;
- appliquer les recommandations et injonctions, ayant trait à la protection des milieux naturels ou à la sécurité du public, décidées par le Conservatoire du littoral ou le gestionnaire.

***Sur les biens loués, l'association « le rucher Pédagogique » devra s'interdire de :***

- modifier la nature des parcelles objets de la présente autorisation ;
- modifier le fonctionnement des systèmes naturels ou artificiels hydrauliques des terrains ;
- supprimer les haies ou toute infrastructure, situées sur les parcelles (murets, petit patrimoine bâti, etc.) ;
- mettre le feu aux parcelles ;



- construire tout édifice lié ou non aux activités de l'apiculteur ;
- créer des sentiers en direction des ruches, seul un sentier à usage pédagogique pourra être utilisé ;
- stocker les véhicules et le matériel ou abandonner tout dépôt et détritux de quelque nature que ce soit sur les parcelles louées ;
- employer tous produits pesticides tels que phytocide, fongicide et insecticide, etc.
- de procéder à des croisements de reines ou à des importations de reines autres que de la variété d'abeille préconisée par le syndicat national des apiculteurs ou les spécificités territoriales locales, afin de préserver les écotypes et éviter de développer l'agressivité des abeilles.
- d'utiliser des produits ou des médicaments ne disposant pas d'autorisation de mise sur le marché. En matière de prophylaxie, la conduite vise à un meilleur équilibre de la colonie, par la réduction des facteurs favorisant le développement des maladies. On veillera, grâce aux conseils techniques (Groupement de défense sanitaire apicole et/ou Chambres d'agriculture et/ou DSV), à toujours utiliser les produits les moins nocifs disponibles sachant que de nouveaux produits sont régulièrement mis sur le marché. Il conviendra de respecter en tout temps les préconisations d'usage de ces produits. Dans tous les cas, on privilégiera les matières actives nécessitant de faibles doses, les moins solubles et les moins toxiques qui disposeront d'une autorisation de mise sur le marché.

#### **Exigences environnementales locales**

- Si des travaux d'entretien autour des ruches sont nécessaires mais qu'ils risquent de perturber la quiétude de l'avifaune ils devront s'effectuer en dehors des périodes de nidification ou de reproduction à savoir entre le 31/08 et le 31/01 de chaque année.
- La circulation en véhicule n'est autorisée que pour le travail des ruches et devra se limiter aux pistes d'accès existantes et en présence du gestionnaire ;
- S'il est nécessaire d'enlever les ruches pour effectuer des travaux sur les parcelles concernées, le Conservatoire avertira l'apiculteur avec un préavis de 15 jours, afin que celui-ci puisse s'y conformer ;
- Les manipulations des ruches se feront selon les règles de sécurité en vigueur. Le gestionnaire sera informé des dates de manipulation. Toutes les mesures de sécurité devront être prises par l'apiculteur pour assurer la sécurité des visiteurs ;
- Les ruches sont constituées de matériaux naturels ou neutres, vis à vis de l'environnement et des produits issus de la ruche. La protection de ces matériaux doit être faite avec des moyens également neutres vis à vis de l'environnement. Les protections à base de carbonyles, créosotes et tout autre produit pouvant être à l'origine de contaminations de l'environnement ou des produits issus de la ruche, sont interdites ;
- Les hausses destinées à recevoir les récoltes ne peuvent être protégées des rongeurs et parasites (teignes) que par les moyens propres à l'agriculture biologique :
  - o physiques : chaleur, froid, lumière, courant d'air
  - o chimiques : ceux autorisés en agriculture biologique (ex : soufre)

- biologiques : ceux autorisés en agriculture biologique (ex : *Bacillus thuringiensis*)  
Tout produit issu de la chimie de synthèse est interdit, tels que le paradichlorobenzène, le dibromoéthylène, etc ;